

La RDC sous tension à la veille de l'expiration du mandat de Kabila

Les pourparlers entre le pouvoir et l'opposition en RDC sont dans l'impasse. À défaut d'accord ce dimanche, le pays pourrait basculer dans la violence.

VINCENT GEORIS

Lundi 19 décembre, le mandat du président Joseph Kabila expire, conformément à la constitution de la RDC. L'intéressé, à la tête du pays depuis 2001, est résolu à conserver le pouvoir au-delà de cette échéance. Le chef d'État, âgé de 45 ans, reste mystérieux sur ses plans. Tout au plus, a-t-il fait part de son intention, lors de son dernier discours, de rester

au pouvoir jusqu'en avril 2018, date à laquelle son successeur devrait être connu. Les élections devaient avoir lieu ces jours-ci. Elles ont été repoussées, officiellement en raison de problèmes liés recensement de la population. Le Congo, un des pays les plus pauvres du monde, compte plus de 70 millions d'habitants.

L'opposition est occupée à négocier avec le pouvoir sous les auspices de l'Église, la Conférence épiscopale nationale du Congo.

«Pour l'instant, tout est calme à Kinshasa, les gens attendent les résultats des négociations», dit un rapporteur des négociations.

Les parties cherchent à s'accorder

sur l'organisation de la période de transition. Pour l'instant, les discussions sont dans l'impasse. «Les trois commissions de travail sont bloquées. Les négociateurs ne s'entendent pas sur la question de la transition et sur l'interprétation de la constitution», ajoute cette source.

Un appel à manifester lundi a été suspendu, en attendant l'évolution des pourparlers. Mais l'espoir de conclure est mince. «Il faudrait un miracle pour qu'un compromis soit trouvé ce soir», alors que les négociations auraient dû s'achever vendredi. Faute d'accord politique, le pays pourrait retomber dans un cycle de violences. En septembre,

«Il faudrait un miracle pour qu'un compromis soit trouvé ce soir.»

UN RAPPORTEUR DES
NÉGOCIATIONS
EN COURS EN RDC

plus de 50 personnes sont décédées lors de manifestations.

La situation est explosive. Plusieurs centaines de personnes sont mortes ces derniers mois dans des conflits ayant éclaté à divers endroits du pays.

Vendredi, le ministère belge des Affaires étrangères conseillait aux Belges qui sont sur place, mais dont le séjour n'est pas essentiel, de quitter le pays. Ceux qui restent devront faire preuve «de la plus grande vigilance».

Les réseaux sociaux muselés

Les autorités congolaises ont or-

donné jeudi un filtrage ou une coupure des réseaux sociaux à partir de dimanche. Trois fournisseurs d'accès, Vodacom, Orange et Airtel, ont reçu une notification concernant les réseaux les plus utilisés, comme Twitter, Facebook, Skype, Google + et WhatsApp.

Lors des émeutes survenues ces dernières années, il est apparu que les réseaux sociaux étaient le principal outil de mobilisation de l'opposition congolaise. Lors des émeutes de janvier 2015, internet avait été coupé durant deux jours. La téléphonie n'est pas développée dans ce pays, où la population se replie sur internet en raison de son faible coût.